

LES CHIFFRES CLÉS DE LA DÉFENSE 2025

Chiffres clés de la défense – 2025

1. Répartition des crédits budgétaires de l'État	5
2. Budget de la défense	7
3. Effectifs du ministère des Armées	12
4. Le ministère des Armées dans les territoires	18
5. Principales opérations des armées françaises	20
6. Focus sur trois exercices majeurs de 2024	21
7. Équipements en dotation dans les armées	22
8. Politique jeunesse	25
9. Ambition Fidélisation 360	26
10. Infrastructures	27
11. Innovation de défense	28
12. Défense durable	29
13. Partenariats et alliances	30
Glossaire	32
Pour en savoir plus	34

NB : dans ce document, la différence entre la somme des items et leur total affiché résulte de l'utilisation d'arrondis.

Introduction

L'édition 2025 des chiffres clés de la défense s'adresse aux parlementaires, aux spécialistes des sujets de défense, aux journalistes, aux étudiants, aux 264 000 membres de la communauté du ministère des Armées et à toutes les personnes désireuses d'en savoir davantage sur le ministère.

Ce document vise à informer la population sur **les missions du ministère, les budgets associés, les hommes et les femmes qui servent la Nation, ainsi que la politique de défense**, dans une démarche à la fois pédagogique et transparente.

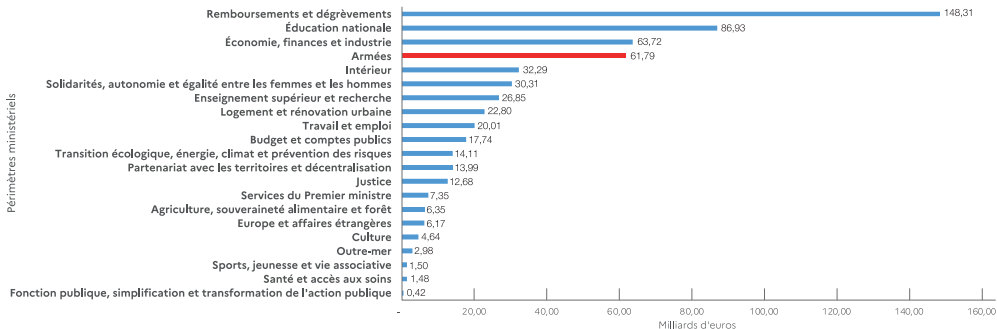
En réponse à la dégradation du contexte géopolitique, la Loi de programmation militaire (LPM) 2024-2030 (votée le 7 juin 2023) prévoit un budget historique de **413,3 milliards d'euros**, soit 118 milliards d'euros de plus que pour la précédente LPM 2019-2025, visant à **transformer nos armées et à les préparer aux nouvelles menaces**. En 2024, pour la **septième année consécutive**, le budget des armées françaises a connu **une augmentation**.

Le budget 2025 constitue un **facteur de croissance majeur pour la France**, soutenant les entreprises à forte valeur ajoutée et créant des emplois sur l'ensemble du territoire. Il favorise la réindustrialisation des territoires et investit massivement dans la recherche et le développement, notamment dans les technologies de rupture et les nouveaux domaines (cyber, intelligence artificielle, quantique, spatial, nucléaire).

Ces chiffres clés édition 2025 illustrent l'engagement de la France à **renforcer ses capacités de défense et à répondre aux défis géopolitiques actuels, tout en stimulant la croissance économique**.

1. Répartition des crédits budgétaires de l'État

1.1 Répartition des crédits budgétaires de l'État entre les différents périmètres ministériels (loi de finances initiale 2025)



Loi de finances initiale 2025 (LFI) - Budget général de l'État : 582,4 Md€

Les crédits budgétaires portés par le ministère des Armées représentent **61,8 Md€**, soit **14,2 %** du budget de l'État hors remboursements et dégrèvements d'impôts (10,6 % du budget total).

Ils sont répartis sur 3 missions et 6 programmes :

4 programmes de la mission « Défense » : 59,95 Md€

Programme 169 de la mission « Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation » : 1,77 Md€

Programme 191 de la mission « Recherche et enseignement supérieur » : 0,07 Md€

1.2 Part du budget du ministère des Armées dans le budget de l'État (hors pensions) (LFI 2025)

Écologie, développement
et mobilité durables

6,3 %

Travail, emploi et administration
des ministères sociaux

6 %

Solidarité, insertion
et égalité des chances

9,2 %

Recherche
et enseignement supérieur

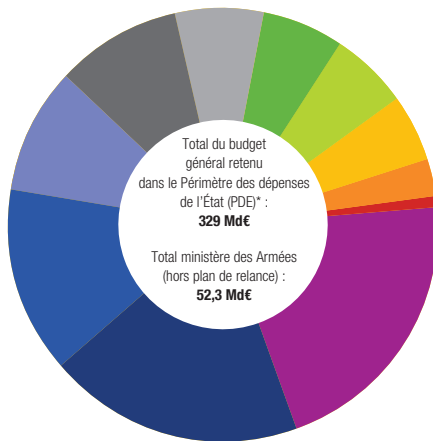
9,3 %

Défense

15,3 %

Enseignement scolaire

19,5 %



Cohésion des territoires

7 %

Sécurités

5,3 %

Justice

3,2 %

Anciens combattants, mémoire
et liens avec la Nation

0,6 %

Budget général – autres

18,2 %

Ministère des Armées : 15,9 %

Mission « Défense »

15,3 %

* Le périmètre des dépenses de l'État correspond au champ des dépenses pour lesquelles le Gouvernement se fixe un objectif de maîtrise et de pilotage.

2. Budget de la défense

La Loi organique relative aux lois de finances (LOLF) présente le budget selon une ventilation par destination des crédits, déclinée en missions, programmes et actions.

À ce titre, le ministère des Armées est concerné par trois missions :

- la mission « **Défense** » proprement dite avec les programmes 144, 146, 178 et 212 ;
- la mission interministérielle « **Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation** » *via* son programme 169 ;
- la mission interministérielle « **Recherche et enseignement supérieur** » *via* son programme 191.

En 2025, le budget total du ministère est de 52,3 milliards d'euros hors pensions et de 61,8 milliards d'euros pensions incluses.

Le budget de la seule mission « **Défense** » s'élève à **50,5 milliards d'euros** hors pensions, soit **3,3 milliards d'euros de plus qu'en 2024**, conformément à la trajectoire prévue par la Loi de programmation militaire (LPM) 2024-2030.

2.1 Effort national de défense

Depuis le sommet de Newport au pays de Galles en septembre 2014, l'OTAN recommande aux Alliés de consacrer 2 % de leur produit intérieur brut aux dépenses liées à la défense. Lors du sommet de Vilnius de juillet 2023, les Alliés se sont effectivement engagés à attribuer plus de 2 % de leur PIB aux dépenses liées à la défense.

Cet objectif a été franchi par la France dès 2024.

Pour 2025, les estimations de dépenses et de PIB conduisent à une prévision de l'effort de défense à hauteur de 2,07 %.

La déclaration du Sommet de La Haye, en date du 25 juin 2025, comporte toutefois l'engagement pour les Alliés de porter à 5 % d'ici 2035 la part du PIB consacrée chaque année au financement des besoins relatifs à la défense proprement dite (à hauteur de 3,5 %) et aux dépenses liées à la défense et à la sécurité au sens large (1,5 % complémentaire).

En Md€ courants	2025
Ressources de la mission « Défense » (a)	50,5
Autres dépenses comptant dans l'effort national de défense (b)	11,3
Total des dépenses de défense (c=a+b)	61,8
PIB (d)	2 984,14
Part de l'effort national de défense dans le PIB (c/d)	2,07 %

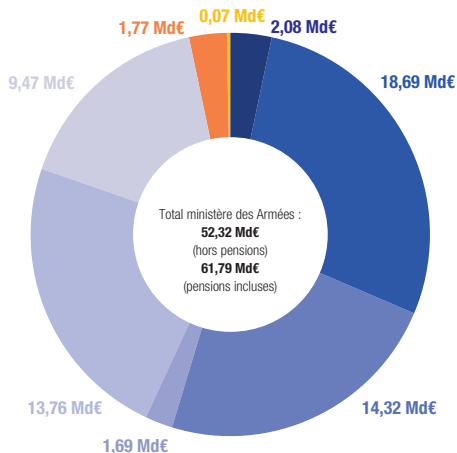
Sources :

LFI 2025

PIB prévisionnel 2025 calculé à partir du rapport annuel d'avancement du PSMT publié en avril 2025

PSMT : plan budgétaire et structurel à moyen terme

2.2 Répartition des crédits budgétaires du ministère des Armées (LFI 2025) par mission et par programme



Mission « Défense »

- Environnement et prospective de la politique de défense (P144)
- Équipement des forces (P146)
- Préparation et emploi des forces (P178)
- Soutien de la politique de la défense (P212) hors Titre 2
- Titre 2 (y compris OPEX-MISSINT hors pensions)
- Compte d'affectation spéciale (CAS) pensions

Mission interministérielle « Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation »

- Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant, mémoire et liens avec la Nation (P169)

Mission interministérielle « Recherche et enseignement supérieur »

- Recherche duale (civile et militaire) (P191)

Rappel: la différence entre la somme des items du graphique et leur total affiché résulte de l'utilisation d'arrondis.

2.3 Répartition des ressources budgétaires de la mission « Défense » (LFI 2025)

	Opérations stratégiques (OS)	Ressources 2025 (hors CAS Pensions) en Md€
Masse salariale (Titre 2) 13,87 Md€	Masse salariale	13,67
	OPEX T2	0,1
	MISSINT T2	0,1
Hors équipement 5,43 Md€	Activités opérationnelles (AOP)	1,96
	Fonctionnement et activité spécifiques (FAS)	2,86
	OPEX HT2 (provision)	0,57
	MISSINT HT2	0,03
Équipement 31,35 Md€	Autres opérations d'armement (AOA)	1,63
	Dissuasion (DIS)	6,89
	Équipement d'accompagnement (EAC)	1,96
	Environnement des programmes d'armement (EPA)	0,18
	Entretien programmé du matériel (EPM)	5,9
	Entretien programmé du personnel (EPP)	0,4
	Infrastructures de défense (INFRA)	2,44
	Programme à effets majeurs (PEM)	10,57
	Prospective et préparation de l'avenir (PPA)	0,87
	Renseignement (RENS)	0,51
	Total mission « Défense » hors CAS Pensions	50,65
	CAS Pensions	9,47
	Total mission « Défense » avec CAS Pensions	60,12

Rappel : la différence entre la somme des items du tableau et leur total affiché résulte de l'utilisation d'arrondis.

2.4 Le soutien à la recherche et au développement de défense

Le ministère des Armées suscite et accompagne l'innovation industrielle et technologique sur l'ensemble du territoire national à travers différents programmes. En 2025, il consacre plus de **9 milliards** d'euros à la Recherche et développement (R&D).

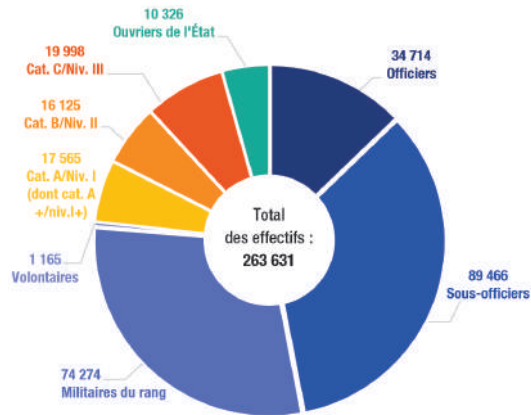
LFI 2025 (en M€)

Programmes				LFI 2025
TOTAL R&D	Études de défense	R&T	Études amont	1 033,65
			Subventions de R&T (P144)	154,70
		Contributions CEA (P146)		416,60
		EPS (P144)		11,56
		EOTO (P144)		28,50
		Recherche duale (P191)		72,66
		Développements (P146)		7 373,80
		TOTAL		9 091,47

- Études amont - P144
- Subventions de recherche et technologie (R&T) - P144
- Contributions Commissariat à l'énergie atomique (CEA) - P146
- Études prospectives et stratégiques (EPS) - P144
- Études à caractères opérationnel et technico-opérationnel (EOTO) - P144
- Recherche duale - P191
- Développements - P146
- Total Recherche et développement (R&D)

3. Effectifs du ministère des Armées

3.1 La répartition 2024 des effectifs par catégorie de personnel en ETPT¹



Personnel civil: 24,3 % des effectifs.
Personnel militaire²: 75,7 % des effectifs.

Source: DRH-MD/Rapport social unique 2024.
Champ: ensemble du personnel sous Plafond ministériel des emplois autorisés (PMEA) du ministère des Armées en 2024.

1. Équivalent temps plein travaillé, unité de décompte des effectifs qui prend en compte la période d'activité de l'agent sur l'année et sa quotité de temps travaillé.

2. Hors apprentis militaires et volontaires du Service militaire volontaire (SMV).

NB : le total et la somme des valeurs affichées laissent apparaître des écarts marginaux. Ils s'expliquent par le choix d'afficher les décomptes en ETPT sous forme d'arrondis.

3.2 La répartition 2024 du personnel militaire par catégorie et par gestionnaire

En ETPT	Officiers	Sous-officiers	Militaires du rang ¹	Volontaires ¹	Total	%
Terre	14 744	38 002	57 895	405	111 046	55,6
Marine nationale	5 073	22 185	6 922	264	34 444	17,3
Air et Espace	6 716	22 626	8 637	92	38 071	19,1
Gendarmerie nationale ²	217	2 049	0	321	2 586	1,3
SSA	3 220	4 251	0	44	7 515	3,8
SEO	219	319	820	0	1 358	0,7
DGA	1 733	0	0	0	1 733	0,9
SCA	2 040	1	0	39	2 080	1,0
Autres services gestionnaires ³	752	33	0	0	785	0,4
Total MINARM	34 714	89 466	74 274	1 165	199 618	100,0
%	17,4	44,8	37,2	0,6	100,0	

Source : DRH-MD/Rapport social unique 2024.

Champ : personnel militaire sous PMEA du ministère des Armées en 2024.

1. Hors apprentis militaires et volontaires du Service militaire volontaire (SMV).
2. Uniquement les gendarmes placés sous PMEA du ministère des Armées.
3. CGA, SID, SJM.

NB : les totaux et la somme des valeurs affichées dans le tableau laissent parfois apparaître des écarts marginaux. Ils s'expliquent par le choix d'afficher les décomptes en ETPT sous forme d'arrondis.

3.3 La répartition 2024 du personnel civil par catégorie et par employeur

En ETPT	Cat. A et A+ ou niv. I et I+	Cat. B ou niv. II	Cat. C ou niv. III	Ouvriers de l'État	Total	%
Terre	890	1 381	2 968	2 664	7 903	12,3
Marine nationale	483	859	1 093	434	2 870	4,5
Air et Espace ¹	975	1 399	668	2 409	5 451	8,5
Autres services employeurs ²	15 217	12 485	15 268	4 819	47 789	74,7
Total MINARM	17 565	16 125	19 998	10 326	64 014	100,0
%	27,4	25,2	31,2	16,1	100,0	

Source : DRH-MD/Rapport social unique 2024.

Champ : personnel civil sous PMEA du ministère des Armées en 2024.

1. Y compris SIAé.

2. AMIAD, CBCM, CGA, DGA, DGNUM, DGRIS, DGSE, DICOd, DIRISI, DPID, DRM, DRSD, effectifs sortants, EMA, PR, SCA, SDC, SEO, SGA, SGDSN, SSA, SIMu, organismes interarmées.

NB : les totaux et la somme des valeurs affichées dans le tableau laissent parfois apparaître des écarts marginaux. Ils s'expliquent par le choix d'afficher les décomptes en ETPT sous forme d'arrondis.

3.4 La répartition 2024 femmes/hommes en ETPT

	Militaires			Civils			Total		
	Femmes	Hommes	Sous-total	Femmes	Hommes	Sous-total	Femmes	Hommes	Sous-total
Effectifs	34 530	165 088	199 618	25 259	38 755	64 014	59 789	203 842	263 631
%	17,3	82,7	100,0	39,5	60,5	100,0	22,7	77,3	100,0

Source: DRH-MD/Rapport social unique 2024.

Champ: ensemble du personnel sous PMEA du ministère des Armées en 2024.

L'âge moyen du personnel militaire est de 32,4 ans (32 ans pour les femmes et 32,5 ans pour les hommes).

L'âge moyen du personnel civil est de 47,4 ans (47,1 ans pour les femmes et 47,6 ans pour les hommes).

NB : les totaux et la somme des valeurs affichées dans le tableau laissent parfois apparaître des écarts marginaux. Ils s'expliquent par le choix d'afficher les décomptes en ETPT sous forme d'arrondis.

3.5 La répartition 2024 des effectifs par statut

Personnel militaire

Effectifs : 199 618 ETPT

Taux de féminisation : 17,3 %

Âge moyen : 32,4 ans

Ancienneté moyenne : 11,6 ans



62 468 militaires de carrière

- 31 % de la population militaire
- 70 % des officiers
- 43 % des sous-officiers
- Taux de féminisation : 18,0 %
- Âge moyen : 42,3 ans
- Ancienneté moyenne : 21,8 ans

137 150 militaires sous contrat

- 69 % de la population militaire
- 30 % des officiers
- 57 % des sous-officiers
- 100 % des militaires du rang et des volontaires
- Taux de féminisation : 17,0 %
- Âge moyen : 28,1 ans
- Ancienneté moyenne : 7,1 ans

Personnel civil

Effectifs : 64 014 ETPT

Taux de féminisation : 39,5 %

Âge moyen : 47,4 ans

Ancienneté moyenne : 16,8 ans



38 366 fonctionnaires

- 60 % de la population civile
- 23 % de cat. A
- 34 % de cat. B
- 43 % de cat. C
- Taux de féminisation : 47,4 %
- Âge moyen : 49,4 ans
- Ancienneté moyenne : 18,5 ans

15 321 contractuels

- 24 % de la population civile
- 56 % de niv. I

- 20 % de niv. II
- 24 % de niv. III
- Taux de féminisation : 37,7 %
- Âge moyen : 40,9 ans
- Ancienneté moyenne : 7,4 ans

10 326 ouvriers de l'État

- 16 % de la population civile
- 8 % de TSO*
- 16 % de chefs d'équipe
- 76 % d'ouvriers
- Taux de féminisation : 12,4 %
- Âge moyen : 49,1 ans
- Ancienneté moyenne : 23,3 ans

Taux de BOE (bénéficiaires de l'obligation d'emploi) : **7,4 %**

* TSO : techniciens à statut ouvrier

3.6 Effectifs de la réserve opérationnelle

La répartition des réservistes opérationnels de premier niveau du ministère des Armées, par catégorie et par gestionnaire

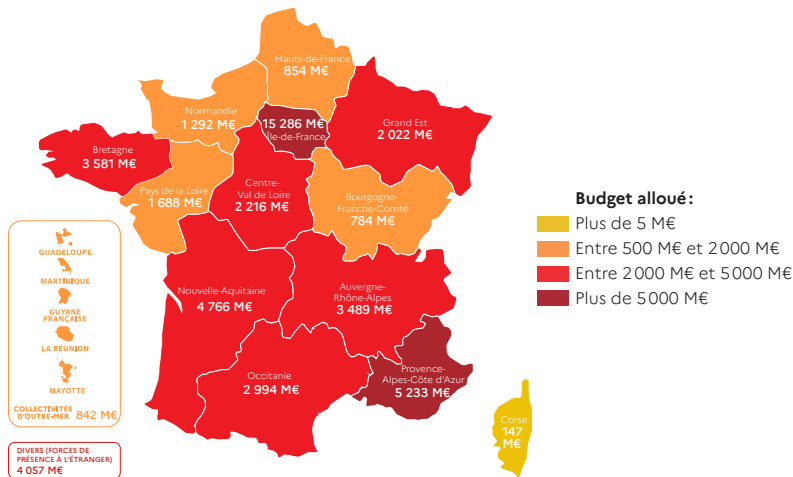
Effectifs physiques	Officiers	Sous-officiers	Militaires du rang	Total	Moyenne (jours/Homme)
Terre	5 497	7 460	13 685	26 642	37
Marine nationale	1 996	2 977	1 016	5 989	37
Air et Espace	1 712	2 561	1 855	6 128	36
Gendarmerie	23	487	40	550	37
SSA	1 991	2 180	0	4 171	27
SEO	66	77	105	248	33
DGA	121	-	-	121	19
SCA	445	-	-	445	36
SID	38	-	-	38	26
SJM	12	-	-	12	ND
Total	11 901	15 742	16 701	44 344	36
%	26,8	35,5	37,7	100,0	

Source: EMA/BIAR (Bureau interarmées des réserves); SGGN; DRH-MD/Rapport social unique 2024.

Champ: militaires réservistes du ministère des Armées sous ESR (engagement à servir dans la réserve) en décembre 2024, y compris gendarmes employés par le ministère des Armées.

4. Le ministère des Armées dans les territoires

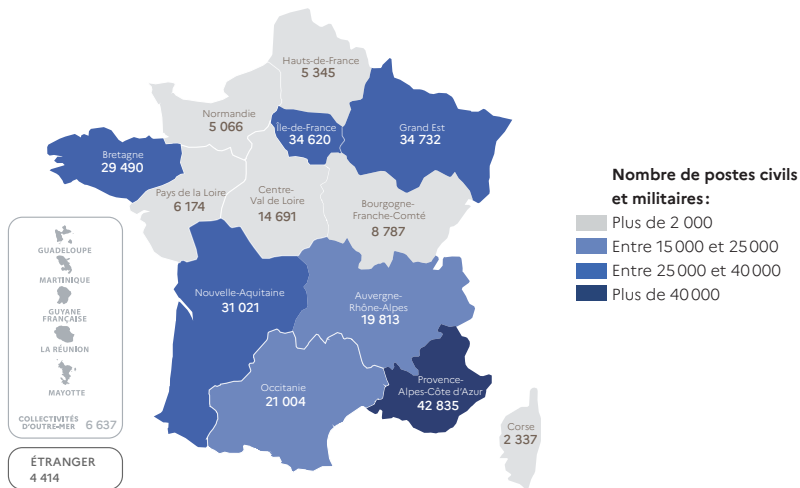
49,2 milliards d'euros en 2024 qui ont profité à tous les territoires



Répartition du budget de la mission « Défense » par région pour 2024

Source : crédits exécutés en 2024, d'après les services statistiques ministériels.

Répartition des postes civils et militaires en 2024 par région



Source : Direction des ressources humaines du ministère des Armées.

5. Principales opérations des armées françaises



État-major des armées / juillet 2025

PRÈS DE 30 000 MILITAIRES FRANÇAIS ENGAGÉS

DISSUASION NUCLÉAIRE


TERRITOIRE NATIONAL


6 000 À 10 000 MILITAIRES

FORCES DE SOUVERAINÉTÉ

- Antilles (FAA): 1 100
- Guyane (FAG): 2 650
- Mayotte - La Réunion (FAZSOI): 2 100
- Nouvelle-Calédonie (FANC): 2 200
- Polynésie française (FAPF): 1 000

9 050 MILITAIRES

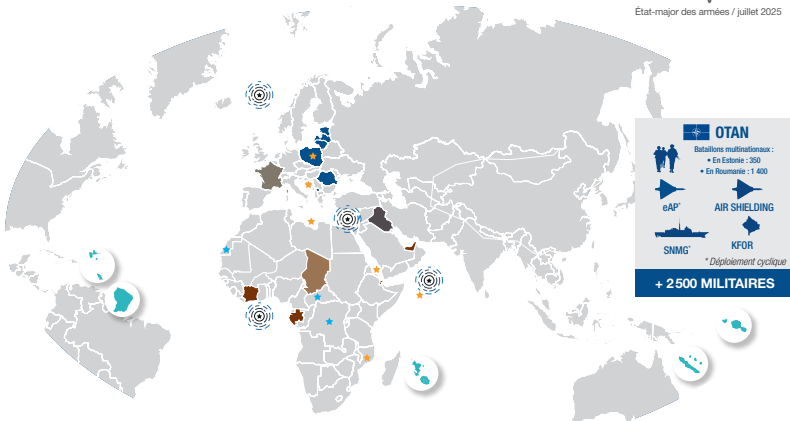
DÉTACHEMENT DE LIAISON INTERARMÉES

- Côte d'Ivoire: 80
- Gabon: 100

FORCES PRÉPOSITIONNÉES

- Djibouti: 1 500
- Émirats arabes unis: 750

2 480 MILITAIRES



DÉPLOIEMENTS MARITIMES FRANÇAIS (hors Actions de l'État en mer)

- Corymbe (Golfe de Guinée): 450
- Atlantique Nord: 200
- Méditerranée orientale: 250

900 MILITAIRES

CHAMMAL - IRAK



1 100 MILITAIRES



- Daman (Liban): 800
- Sahara
 - République centrafricaine
 - République démocratique du Congo

850 MILITAIRES



- Missions:
- Althéa
 - Atalante
 - EUMAM: Pologne/France
 - EUTM: Mozambique
 - ASPIDES
 - Irlin

600 MILITAIRES

AUTRES MISSIONS MARITIMES

- (golfe Arabe-Persique)
- Combined maritime forces¹: 150

1. Déploiement non permanent.

+ 150 MILITAIRES

MISSIONS RÉCURRENTES

- Pégase: 300
- Groupe aéronaval: 2 700
- Jeanne d'Arc: 800

3 800 MILITAIRES

6. Focus sur trois exercices majeurs de 2024

RAMSTEIN FLAG - septembre 2024



Exercice de combat air-air de l'OTAN.

- **16 nations alliées ;**
- **Objectif : maintenir l'interopérabilité des forces aériennes alliées** pour assurer la posture défensive et dissuasive de l'OTAN ;
- Mise en pratique des Tactiques, techniques et procédures (TTP) de l'OTAN dans le cadre d'un scénario multi-domaines réaliste avec des moyens du haut du spectre (Rafale).



PIKNE - décembre 2024

Exercice interarmées de l'OTAN en Estonie et en mer Baltique.

- **5 nations alliées ;**
- Plus de **2 000 militaires ;**
- **Objectif : renforcement de la capacité à projeter sous très court préavis des troupes alliées** sur son flanc oriental ;



- Déploiement rapide dans les trois dimensions intégrant des moyens maritimes, aériens et des troupes aéroportées.

PÉGASE - juin 2024

Mission de déploiement aérien en Indopacifique.

- une présence dans **13 pays ;**
- Près de **480 aviateurs ;**



- **90 000 km** parcourus sur trois continents en 50 jours aux côtés des forces aériennes alliées.
- **Objectif : éprouver la capacité de projection sur toute l'étendue du globe** et renforcer les liens avec les pays partenaires.



7. Équipements en dotation dans les armées

7.1 Armée de Terre (chiffres au 31 décembre 2024)

ÉQUIPEMENTS	NOMBRE
BLINDÉS	
<i>Chars de combat</i>	222
Leclerc	222
<i>Véhicules chenillés</i>	183
VHM (Véh. à haute mobilité) + HT270	90
DCL (Dépanneurs de chars Leclerc)	18
AMX 30 D (dépannage)	26
EBG (Engins blindés du génie) & SDPMAC ¹	49
<i>Blindés à roues</i>	6 118
AMX 10 RCR (chars)	180
VBCI (Véhicules blindés de combat de l'infanterie)	627
VBTT/VAB (Véhicules de l'avant blindé)	1 786
PVP (Petits véhicules protégés)	1 110
VBL/VB3L (Véhicules blindés légers, dont régénérés)	1 343
VBHP (Véhicules blindés hautement protégés)	14
Griffon (Véhicules blindés multirôles)	702
Serval	84
Jaguar	84
<i>Véhicules à roues</i>	5 199
Porteurs polyvalents terrestres	892
Maastech (Véhicules tactiques non protégés)	485
VT4 (Véhicules tactiques 4X4)	3 822
ARTILLERIE	211
Canons de 155 mm (CAESAR)	74
VAB OPS - Griffon VOA	54

ÉQUIPEMENTS	NOMBRE
Mortiers de 120 mm	74
LRU (Lance-roquettes unitaires)	9
SYSTÈMES D'ARMES ANTICHARS (POSTES DE TIR)	938
MMP (Missiles moyenne portée)	938
HÉLICOPTÈRES	261
Gazelle (80), Tigre (67), Cougar (24), Puma SA 330 (19)	
Caracal (8), Caiman NH90 (63)	
HÉLICOPTÈRES DE FORMATION ET D'ENTRAÎNEMENT	18
Fennec ²	18
AVIONS DE LIAISON	14
TBM 700 (9), Pilatus (5)	14
SYSTÈMES D'ARMES SOL-AIR	228
Postes de tir Mistral	228
DRONES (EN NOMBRE DE VECTEURS AÉRIENS)	
SDT Patroller (Systèmes de drones tactiques)	1
SMDR (Systèmes de minidrones de renseignement)	70
Microdrones (NX70/ PARROT ANAFI)	~ 2 000
Nanodrones (BH3)	~ 1 000

1. Systèmes de déminage pyrotechnique de mines antichars.
2. La flotte de formation (EC120 Colibri) est externalisée.

7.2 Marine nationale (chiffres au 31 décembre 2024)

ÉQUIPEMENTS	NOMBRE
BÂTIMENTS DE COMBAT ET DE SOUTIEN	69
Sous-marins nucléaires lanceurs d'engins	4
Sous-marins nucléaires d'attaque	4*
Porte-avions	1
Porte-hélicoptères amphibies	3
Frégates de premier rang ¹	15
Frégates de surveillance	6
Patrouilleurs hauturiers ²	17
Chasseurs de mines	8
Bâtiments de soutien et d'assistance ³	8
Bâtiments de soutien de logistique	2
CHALANDS DE TRANSPORT ET ENGIN DE DÉBARQUEMENT⁴	15
GENDARMERIE MARITIME	41
Patrouilleurs et vedettes de Gendarmerie ⁵	41
BÂTIMENTS HYDROGRAPHIQUES ET OCÉANOGRAPHIQUES	4
DÉMINAGE ET SURVEILLANCE DES CHENAUX	7
Bâtiments-bases pour plongeurs-démineurs, bâtiments remorqueurs de sonar ⁶	7
FORMATION ET ENTRAÎNEMENT	13
Bâtiments-écoles et voiliers ⁷	13
BÂTIMENTS D'EXPÉRIMENTATIONS ET D'ESSAIS	3

1. 2 frégates de défense aérienne, 2 frégates multimiſſions à capacité de défense aérienne renforcée, 6 frégates multimiſſions, 5 frégates de type La Fayette dont 3 rénovées.
2. 5 patrouilleurs de haute mer, 3 patrouilleurs de service public, 3 patrouilleurs Antilles Guyane/PAG, 2 patrouilleurs Outre-mer, 3 patrouilleurs (Arago, Le Malin, Fulmar), 1 patrouilleur polaire (L'Aſtolabe).

ÉQUIPEMENTS	NOMBRE
GROUPE AÉRIEN EMBARQUÉ	45
Rafale Marine ⁸	41
Hawkeye – E2C	3
AVIONS DE PATROUILLE MARITIME	21
Atlantique 2	21
AVIONS DE SURVEILLANCE MARITIME	12
Falcon 50 M (8 dont 2 Triton), Falcon 200 Gardian (4)	12
HÉLICOPTÈRES DE COMBAT ET DE SAUVETAGE	46
Caïman Marine (27), Panther (16), Dauphin Pedro (3)	46
HÉLICOPTÈRES DE SOUTIEN ET DE SERVICE PUBLIC	25
Dauphin FI (11), Dauphin N (6) et Dauphin N3+ (2), H160 (6)	25
AVIONS DE SOUTIEN MARITIME	22
Falcon 10 M (6), Xingu (8), Cap 10 M (6)	22

3. 4 Bâtiments de soutien et d'assistance Outre-mer (BSAOM), 4 Bâtiments de soutien et d'assistance métropolitains (BSAM).
4. 5 Chalands de transport de matériel (CTM), 4 Engins de débarquement amphibie rapide (EDA-R), 6 Engins de débarquement amphibie standards (EDA-S).
5. 5 patrouilleurs côtiers de gendarmerie, 27 vedettes côtières de surveillance maritime, 9 vedettes de surveillance maritime et portuaire.
6. 4 bâtiments-bases pour plongeurs-démineurs, 3 bâtiments remorqueurs de sonar.
7. 8 bâtiments-écoles, 2 bâtiments d'instruction à la navigation, 3 voiliers.
8. Au total, 42 Rafale Marine, dont 41 à disposition de la Marine nationale et 1 détenu par Dassault Aviation pour le développement de nouveaux standards.

* 4 SNA en service, un cinquième livré et en vérification des caractéristiques militaires;

7.3 Armée de l'Air et de l'Espace (chiffres au 31 décembre 2024)

ÉQUIPEMENTS	NOMBRE
AVIONS DE COMBAT	183
Rafale tout confondu	105
Mirage 2000 D (assaut conventionnel)	55
Mirage 2000-5F (défense aérienne)	23
AVIONS DE TRANSPORT	69
C130 Hercules (avions de transport tactique)	14
C130-J-30 Super Hercules (avions de transport tactique)	2
KC130-J (avions de transport tactique et ravitailleurs)	2
CN235 (avions de transport tactique légers)	27
A400M Atlas (avions de transport tactique à allonge stratégique)	24
AVIONS DE SUPPORT OPÉRATIONS	24
C135FR et KC135 (ravitaillement)	3
A330 Phénix (ravitaillement et transport stratégique)	12
A330 ATS	3
E-3F SDCA (détection, commandement et contrôle aéroportés)	4
ALSR (Avions légers de surveillance et de reconnaissance)	2
AVIONS DE LIAISON	28
A330, Falcon 7X, Falcon 900 et Falcon 2000 (avions à usage gouvernemental)	7
TBM 700 et DHC6 (avions de liaison)	21

1. Les flottes d'entraînement (Grob 120 et Cirrus SR20 et SR22) sont externalisées.

2. Ces 7 Mirage 2000B sont utilisés pour la formation des équipages Mirage 2000D et Mirage 2000-5.

ÉQUIPEMENTS	NOMBRE
AVIONS DE FORMATION ET D'ENTRAÎNEMENT¹	85
Pilatus PC-21	26
Alphajet (formation des pilotes de chasse)	25
Xingu (formation des pilotes de transport)	27
Mirage 2000 B ²	7
ÉQUIPES DE PRÉSENTATION	25
Alphajet Patrouille de France	22
Extra 300	3
HÉLICOPTÈRES	76
Fennec (défense aérienne et mesures actives de sûreté aérienne)	40
Caracal (recherche et sauvetage au combat)	13
EC225	2
Super Puma et Puma (transport, recherche et sauvetage)	21
DRONES (VECTEURS AÉRIENS)	10
Reaper	10
SYSTÈMES D'ARMES SOL-AIR	18
Crotale NG	8
SAMP-T « Mamba »	8
RADARS SCCOA 4	26
Radars GM 200, GM 403, GM 406 et TRS 2215	20
Radars TRS22XX	4
Radar BA2D INDRA	1
Radar SATRAPE 3D	1

8. Politique jeunesse

Près de **800 000** jeunes attendus lors des **Journées défense et citoyenneté (JDC)** en 2025.



175 000 d'entre eux devraient réaliser la JDC Nouvelle Génération (NG), dont plus de **90%** à partir de la rentrée 2025, date de généralisation de ce nouveau format.

Au titre de la JDC-NG, **plus de 200 unités et sites militaires** relevant des 3 armées ouvriront leurs portes, dont certains pour la première fois.



5 843 jeunes ultramarins âgés de 16 à 25 ans ont été accueillis en 2024. À l'issue de leur parcours, **80,1 % ont accédé à un emploi ou à une formation qualifiante.**



- **1300 places offertes** aux jeunes au sein du **Service militaire volontaire (SMV)** en 2025 pour une insertion sociale et professionnelle.
- Depuis 2015, plus de **10 000 volontaires**.
- Le **SMV** est présent sur **7 implantations**, dans **6 régions**.
- **86 % d'insertion professionnelle en 2024**, pour **60 % de non diplômés**, et une **moyenne d'âge de 20 ans**.



+ 100 000 jeunes bénéficiaires de l'ensemble des actions jeunesse* du ministère des Armées.

*Dispositifs emblématiques : les classes de défense, les stages pré- et post-bac, l'apprentissage, les cordées de la réussite, le programme Sport Armées Jeunesse, les journées armées jeunesse.

9. Ambition Fidélisation 360

Lancée le 18 mars 2024, la démarche Fidélisation 360 vise à **renforcer l'attractivité** du ministère et à **fidéliser** le personnel civil et militaire. Depuis son lancement, les résultats sont déjà visibles dans tous les domaines tels que les **conditions de vie et de travail**, la mobilité, les contraintes du métier de militaire, les rémunérations, les parcours de carrière et la perception de l'action ministérielle.



9 300 enfants accueillis en 2024
(crèches ministérielles ou berceaux réservés et assistantes maternelles engagées)



plus de **2 700** secours et allocations spécifiques pour aider les ressortissants en 2024 (Nouvelle-Calédonie, Mayotte)



près de **4 000** médecins généralistes et spécialistes ont signé la charte « médecins solidaires des armées »



0 reste à charge pour les utilisateurs des plateformes multidéménageurs au PAM* 2024



plus de **57 000** utilisateurs du Pass Culture et Loisirs et **131 000** achats effectués en 2024

plus de **57 000** personnes connectées sur le réseau social des armées *Famille des armées*



11 M€ investis pour la rénovation d'installation à destination des familles et 59 opérations livrées en 2024



42 824 cartes SNCF militaires et **35 737** cartes SNCF famille délivrées en 2024 (hors gendarmerie nationale)



631 logements neufs et **404** logements rénovés, livrés en 2025



2 600 conjoints accompagnés par Défense mobilité et 885 reclassés en 2024



*PAM : Plan annuel de mutation

10. Infrastructures



Près de 3 Md€ de commandes consacrés aux infrastructures en 2025



Le contrat « **Ambition Logement** » prévoit :

- la rénovation du parc métropolitain de logements domaniaux, ainsi que la construction de nouveaux logements neufs
- d'ici **2029**, **2 900** logements construits et **7 500** rénovés



Environ 25 % du parc immobilier de l'État, soit 2,7 Md de m² de terrain et 2 M de m² de surface bâtie



Le SID, acteur central pour garantir les infrastructures militaires sur **4 700 emprises**. En 2024 :

- **42 000 actes d'achats** notifiés
- **250 opérations** majeures livrées (dont 9 % en Outre-mer)
- **87 500 ouvrages** ont fait l'objet d'une maintenance
- **300 000 dépannages** effectués



Lancé en 2019, le plan Hébergement tient ses objectifs à ce stade :

- **1,2 Md€** de travaux engagé sur la période 2019-2025
- **26 500 places** commandées d'ici fin 2025

La LPM 2024-2030 maintient cet effort volontariste avec 1,3 Md€ programmés.

11. Innovation de défense

1,2 Md€ sont programmés en 2025 pour faire face aux ruptures technologiques et avec les objectifs suivants :



Rester un meneur technologique par :

- l'exploration précoce de technologies de rupture (quantique, hypervélocité);
- le lancement de démonstrateurs d'envergure (robot tactique terrestre, démonstrateur d'action en orbite terrestre basse);



Stimuler l'écosystème académique et industriel par des challenges, des appels à projets, des partenariats d'innovation : détection de parole générée par IA, système de suivi des performances humaines pour l'entraînement, drones de surface navals armés ;



Accompagner et accélérer le développement de technologies duales : exploration des grands fonds marins, NewSpace ;



Développer des solutions en coopération : projets de recherche du FED¹, accélérateur EUDIS BAMB² de la Commission européenne, accélérateur d'innovation de défense de l'OTAN (DIANA), coopération bilatérale ;



Expérimenter avec les armées : CoHoMa III³, démarche IDEM⁴ ;



Favoriser le passage à l'échelle d'innovations issues du ministère : munition téléopérée, jumelles de vision nocturne très grand champ ;



Poursuivre les travaux de prospective technologique : programme Radar Défense, soutien des travaux d'anticipation stratégique.



Un effort particulier est porté sur l'innovation par l'expérimentation et la simplification des contraintes réglementaires associées.

Dans le cadre de la *Task Force* Lutte anti-drones (LAD) du ministère des Armées, les exercices Lab LAD donnent accès aux industriels à un espace aménagé le plus représentatif de la situation opérationnelle pour leur permettre d'éprouver leurs solutions de drones, munitions téléopérées et essais de drones.

¹ Fond européen de défense

² Business Accelerator and Matchmaking

³ Challenge de collaboration Homme-Machine

⁴ Innovations destinées aux exercices militaires

12. Défense durable

En 2024, **69% des marchés** (hors armement) passés par le ministère comprennent des **critères environnementaux**



50 conventions de gestion écologique des emprises signées fin 2024 : couvrant plus de **97 000 ha** soit plus d'1/3 des surfaces affectées au ministère



Entre 2010 et 2024, **12 contrats de performance énergétique** pour un montant d'investissement de **163 M€**



90 projets en faveur de la transition écologique soutenus par le fonds d'intervention pour la transition écologique et **81 projets soutenus par le Fonds Vert de l'État**, en 2023 et 2024



840 cadres formés à la transition écologique d'ici fin 2025 dont 810 fin 2024



88% des bases de défense disposant d'un **plan de mobilité durable** au 31/12/2024



Entre 2019 et 2024, retrait de **942 chaudières** au fioul et au charbon. Objectif en 2031: remplacer la totalité du parc (soit 1 277 chaudières)



73 % des déchets produits en 2024 sont **valorisés** : recyclage ou production de chaleur



Implication du ministère dans **2 programmes majeurs** en faveur de la **protection de la biodiversité** :

- **LIFE NaturArmy (2019-2024)**

Budget: **2,7 M€** dans la gestion exemplaire des sites Natura 2000

- **LIFE La Valbonne (2019-2026)**

Budget : **4,6 M€** dans la restauration des habitats et la protection d'espèces

13. Partenariats et alliances

13.1 Renforcement de l'autonomie stratégique européenne

Le ministère des Armées poursuit son rôle moteur dans la prise en compte des enjeux stratégiques de défense et de sécurité au sein de l'Europe. Il s'investit activement dans le renforcement de l'Europe de la défense et la promotion du pilier européen au sein de l'OTAN.



Soutien à l'Ukraine

Depuis février 2022, les vingt-sept États membres de l'Union européenne ont apporté à l'Ukraine un soutien militaire totalisant plus de **28 milliards d'euros en équipements militaires**. Parmi ceux-ci, **12 milliards d'euros ont été remboursés** via la Facilité européenne de Paix.



Initiatives européennes de défense

La France contribue aux différents instruments européens qui visent notamment au renforcement de la **base industrielle et technologique de défense européenne**. Par exemple, le plan *ReArm Europe* prévoit un **investissement inédit de 800 milliards d'euros**. Le programme SAFE facilite les acquisitions conjointes des États membres de l'UE.



Sécurité des voies maritimes

La France soutient l'engagement opérationnel européen pour garantir la sécurité maritime. Elle est déployée dans l'opération **EUNAVFOR ASPIDES en mer Rouge et dans l'ouest de l'océan Indien** et participe à la **mission de surveillance BALTIC SENTRY**.



Coopération spatiale

Le ministère des Armées se tient aux côtés des institutions européennes pour accompagner la Stratégie spatiale de l'UE pour la sécurité et la défense. La France est **motrice dans la coopération spatiale** entre Européens, comme l'illustre la mise en œuvre du **programme MUSIS** qui a permis à trois satellites d'observation optique (CSO) d'être lancés dans l'espace.

13.2 La diplomatie de défense



La France se distingue par la possession du **troisième réseau d'attachés de défense** le plus étendu au monde, après ceux de la Chine et des États-Unis.

Le rôle des missions de défense est de **préserver, développer** et **promouvoir** les intérêts français de défense. La coopération bilatérale de défense couvre : les échanges en matière de politique de défense, la coopération militaire et les relations en matière d'armement.

Le ministère des Armées œuvre au renforcement de ses coopérations de défense avec ses partenaires et alliés **à travers le monde**.

Glossaire

CBCM: Contrôle budgétaire et comptable ministériel

CGA: Contrôle général des armées

DGA: Direction générale de l'armement

DGNUM: Direction générale du numérique et des systèmes d'information et de communication (ex-DGSIC)

DGRIS: Direction générale des relations internationales et de la stratégie

DGSE: Direction générale de la sécurité extérieure

DICoD: Délégation à l'information et à la communication de la défense

DIRISI: Direction interarmées des réseaux d'infrastructure et des systèmes d'information de la défense

DPID: Direction de la protection des installations, moyens et activités de la défense

DRH-MD: Direction des ressources humaines du ministère des Armées

DRM: Direction du renseignement militaire

DRSD: Direction du renseignement et de la sécurité de la défense

eAP: *enhanced Air Policing* (Police du ciel renforcée)

EMA: État-major des armées

ETPE: Équivalent temps plein emploi

ETPT: Équivalent temps plein travaillé

EUNAVFOR : Forces navales de l'UE baptisées ASPIDES

FAA: Forces armées aux Antilles

FAG: Forces armées en Guyane

FANC: Forces armées en Nouvelle-Calédonie

FAPF: Forces armées en Polynésie française

FAZSOI: Forces armées dans la zone sud de l'océan Indien

JDC: Journée défense et citoyenneté

LFI: Loi de finances initiale

LOLF: Loi organique relative aux lois de finances

LPM: Loi de programmation militaire

M€: millions d'euros

Md€: milliards d'euros

OPEX: Opérations extérieures

OPINT: Opérations intérieures

PIB: Produit intérieur brut

PMEA: Plafond ministériel des emplois autorisés

SAFE : Agir pour la sécurité en Europe

SCA: Service du commissariat des armées

SDC : Sous-direction des cabinets

SEO: Service de l'énergie opérationnelle

(ex-Service des essences des armées/SEA)

SGA: Secrétariat général pour l'administration
SGDSN : Secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale
SIAé: Service industriel de l'aéronautique
SID: Service d'infrastructure de la défense
SJM: Service de la justice militaire
SIMu: Service interarmées des munitions
SMA: Service militaire adapté
SMV: Service militaire volontaire
SSA: Service de santé des armées
Titre 2 ou T2 : Dépenses de personnel de l'État

Pour en savoir plus

Site internet du ministère des Armées

www.defense.gouv.fr

Sources :

- Loi de finances initiale 2025
- Rapport social unique 2024
- Loi de programmation militaire 2024-2030

Directrice de la publication : Olivia Penichou
Chefs de projet : Alexandra Hennet-Gruet et LTN Hafidi
Contributeurs : SGA (DAF, DRH-MD, DSNJ, SID, DTPM, DTIE),
EMA, EMACOM, DGA, DGRIS, DGOM
Directeur artistique : Jean-Charles Mougeot
Graphiste : Marie-Sarah Bize Pouyau
Chef de fabrication : Vincent Allibert
Impression :
Diffusion © septembre 2025

Crédits photographiques : armée de Terre, Marine nationale,
armée de l'Air et de l'Espace, Direction générale de l'armement